

L'association CO.U.R.R.I.E.L au rassemblement pluriel du 20 mars 2022 – Journée internationale de la langue française et de la Francophonie, Georges Gastaud, son président :

Chers concitoyens, chers amis et militants francophones de France et d'ailleurs,

Au nom de l'association CO.U.R.R.I.E.L, je salue le Haut Conseil de la Langue française et de la Francophonie, ainsi qu'Albert Salon, inlassable fédérateur des résistances linguistiques dans notre pays. Déjà CO.U.R.R.I.E.L, qui milite contre le tout-anglais sur des bases progressistes et internationalistes, avait organisé un premier rassemblement de rue le 15 janvier, devant la Fontaine Molière, à l'occasion du 400^e anniversaire du baptême de Jean-Baptiste Poquelin, le grand auteur dont le nom sert de périphrase et de porte-drapeau à notre langue.

Chers amis,

La situation de notre langue, et celle aussi de la plupart des langues nationales d'Europe, si ce n'est de la planète, est bien plus préoccupante qu'il n'y paraît. Bien sûr, nous parlons tous français au quotidien, mais la destruction des langues est moins une affaire de surface qu'elle n'est la résultante invisible de plaques tectoniques socioculturelle ripant en permanence les unes sur les autres au rythme des rapports de forces plus ou moins visibles ou souterrains entre blocs géopolitiques et entre classes sociales.

Aujourd'hui, tous les jours de grandes entreprises de France, à commencer par Renault ou PSA, basculent leur communication technique à l'anglais, comme l'a déjà fait Volkswagen en Allemagne. Déjà, des émissions de grande écoute comme *The Voice Kids* ou *The Artists* monopolisent les samedis soir de la France populaire sans que le CSA y trouve jamais à redire. Déjà, la masse des pubs télévisuelles est en franglais, voire en globish. Et loin de contrarier cet **arrachage** linguistique et cette **substitution** systématique de l'anglais au français, comme leur en font pourtant obligation l'article II de la Constitution et la loi Toubon de 1994, **les autorités françaises nationales et territoriales encouragent ce basculement illégal et inique**. Ainsi la présidente de la Région francilienne, alors ministre de l'Enseignement supérieur, a-t-elle mérité par deux fois le Prix infamant de la Carpette anglaise en déclarant que « le français est une langue en déclin », en baptisant « Navigo Easy » la carte de transport des Franciliens et en proclamant que, toute fierté française ravalée, l'un de ses objectifs à l'Université était de faire sauter « le tabou des cours en anglais à l'Université ». Lui succédant, ce fut au tour de la ministre Geneviève Fioraso de fermer les yeux, et de fait, d'encourager, la généralisation rampante et largement illégale, de cours dispensés en anglais à des francophones et par des francophones dans les universités françaises en cours d'américanisation et de libéralisation galopantes. Aujourd'hui, c'est le chef de l'État lui-même qui, en France même, organise des événements internationaux intitulés :

- « *One Planet Summit* »,
- « *French Tech* » ou
- « *Choose France !* »

tandis que sa secrétaire d'État aux universités, Mme Vidal, décide par décret d'officialiser inconstitutionnellement l'anglais comme langue bis du troisième cycle universitaire. Déjà dans les années 2000, le ministre de l'Éducation de l'époque avait multiplié les enseignements en anglais des ainsi-dites « disciplines non linguistiques » des collèges et lycées. Ne parlons pas de ces collectivités territoriales françaises sans honneur qui cultivent leur pub et leur com en globish, type « Loire Valley », « Lorraine Airport » ou « In Annecy Mountains ». *Yeahhhh !*

Il s'agit donc bel et bien d'une **politique linguistique**, et pas seulement ni principalement de l' « air du temps », comme on voudrait nous le faire croire. Aux sources de cette énorme aliénation culturelle, voire de cette néo-colonisation linguistique qui n'a rien à voir avec on ne sait quelle « créolisation » (quoi qu'en dise un présidentiable qui se piquait jadis d'« indépendantisme français »...), on trouve quatre strates de « décideurs » oligarchiques :

- Au sommet de la pyramide oligarchique mondiale, un Empire anglo-saxon qui, depuis 1945, a investi des dizaines de milliards pour imposer sa langue et sa culture au monde sachant que ce serait là pour lui un énorme avantage politique, militaire et commercial et que cela détruirait au surplus les sources profondes de la créativité dans les pays soumis à son « power » pas si « soft » qu'on veut bien le dire ;
- Un peu plus bas, on a cette étrange Union européenne qui, en plein Brexit, vient de décider sous l'impulsion d'Ursula von der Leyen et sans doute, de Berlin, (qui garde quelque scrupule à imposer sa langue au regard de certains souvenirs de brunâtre mémoire), de faire de l'anglais, pour commencer si j'ose dire, la seule langue de travail de la Commission européenne, du Parquet européen et de la Cour des comptes européenne ;

Un étage plus bas encore, on trouve l'essentiel nos dirigeants euro-atlantistes successifs : quelle que soit leur couleur politique depuis 1992, date de validation du Traité de Maastricht, et malgré le Non français à l'euro-constitution retentissant qui a suivi en 2005, ces dirigeants n'ont eu de cesse de marcher vers une forme d'Empire continental et transatlantique. Son marché unique mondialisé nécessite en effet, pour pouvoir fonctionner au rythme des traités libre-échangistes mondiaux (TAFTA et CETA) et aux dépens des peuples et des travailleurs, une forme de politique unique, d'économie néolibérale unique et de néo-langue unique. Cette dernière permettrait en effet d'intensifier la concurrence sauvage entre les travailleurs des deux rives de l'Atlantique tout en conférant un gros avantage sélectif aux transnationales sur toutes ces PME où l'on s'obstine encore bêtement à œuvrer en français, en italien, en allemand ou en grec dans quelques campagnes reculées.

L'inspirateur de cette politique globalitaire n'est autre que le capital financier euro-mondialisé. Ce n'est pas là une affirmation gratuite procédant de l'on ne sait quel archéo-marxisme prétendu, c'est la déclaration très officielle que crut bon de faire le Baron Ernest-Antoine Seillière, devenu le chef de file du patronat européen, quand il osa déclarer en 2004, devant le Conseil européen et en présence de Jacques Chirac qui eut alors la décence de claquer la porte, qu'il ne s'exprimerait plus désormais ès qualités devant les instances européennes qu'en anglais, « la langue des affaires et de l'entreprise ». Faut-il dire « sans commentaires », ou plutôt : « no comment ! » ?

Les enjeux de cette politique de classe et de casse linguistique transcontinentale sont colossaux et il serait navrant que les représentants patentés du monde du travail et des luttes populaires continuent de s'en désintéresser à l'exemple de ceux qui croient finaud de déclarer que leur parti « is back ! », que « *red is the new green !* » ou qui trouvent désormais que la multiplication des enseignes libellées en anglais dans Paris est un signe heureux de « métissage », alors qu'une seule langue, parachutée à partir des conseils d'administration et des services de com des méga-entreprises publiques et privées, est imposée sans débat préalable de Varsovie à Madrid et, de plus en plus hélas, de Bruxelles à Montréal en passant par Libreville et Kigali. Bref, cet infect mélange à *sens unique* qui fait qu'on n'entend sur nos ondes, dans la parfaite indifférence du

CSA, qu'un « mixte linguistique » monotonal et unicolore, celui que promeut le maître anglo-saxon, alors que sont quasi absents des ondes publiques nationales, des chanteurs latino-américains, des chanteurs africains francophones ou non francophones, des chanteurs lusophones, russophones, ukrainophones, arabophones, berbérophones, sinophones, vietnamiens, turcophones, roumanophones, italoophones, etc., montre bien que le tout-anglais qui nous submerge de ses vagues de variants successives, n'a rien à voir avec la créativité du bon peuple et qu'il provient à 95% d'une énorme manipulation pluridécennale que trop de nos concitoyens relaient en toute inconscience. D'autant que de tout cela il est interdit de débattre. J'en ai fait moi-même l'accablante expérience puisque chaque fois que j'ai tenté, par ex., d'évoquer la politique linguistique de la France dans une de ces émissions que France-Inter qualifie d' « interactive », on ne m'a jamais une seule fois en quinze ans de tentative, passé la parole...

Ce basculement linguistique est d'autant plus insidieux qu'il est tout bonnement interdit d'en débattre au parlement et que, préventivement, quelques chiens de garde de la bien-pensance linguistico-culturelle, toujours les mêmes, sont préposés dans les médias publics pour nous expliquer, ce dont nul ne se fût spontanément douté, qu' « une langue ça vit ! », que l'entrée massive de mots et de tournures anglais dans notre parler quotidien est signe de grande vitalité et que, *really*, le pire pour l'avenir du français, ce serait que l'on s'entêtât sottement à dire « Oui ! » et non « Yes ! », « Réservez la date » et non « save the date ! », « flûte alors » et non « O my God ! », comme le disent maintenant les gamins quand ils trouvent l'eau de la piscine trop « cold »... Thèse si absurde, MM. les pseudo-« linguistes » stipendiés, qu'elle revient à dire – mais les « collabos de la pub et du fric » ne reculent devant aucun cynisme ! – que la langue française aura atteint son acmé le jour où dans la *niou Constitiouceun'* du futur *French Euroland*, la phrase « *la langue de la République est le français* » aura été remplacée par celle-ci, combien plus harmonieuse : « *the language of the state is the new French* »....

Le premier enjeu de ce « linguicide du français » est en effet d'imposer une langue unique mondiale, ce globish d'aéroport qui ridiculise la langue de Shakespeare tout en dévastant celles de Molière, de Dante, de Maïakovski et de Goethe. Ce faisant, **le but poursuivi est de déssegmenter à la sauvage le marché continental et transcontinental de la force de travail**. Ainsi seraient mis brutalement en « concurrence libre et non faussée » pour reprendre une formulation glaçante du Traité de Maastricht, et cela pour un seul et même emploi, pardon, pour un seul et même « job », non plus quelques dizaines de postulants, mais des milliers de travailleurs en Europe et de par le monde. Imagine-t-on le dynamitage social sans précédent des marchés national, européen et mondial du travail que produirait la dé-segmentation linguistique sauvage induite par l'arme antisociale et antinationale absolue que ne demande qu'à devenir le tout-anglais ? Cette maximisation de la concurrence entre peuples, entre salariés, entre entreprises, que permettrait le basculement total du marché européen et transatlantique de l'emploi au tout-anglais se ferait-elle à l'avantage des ouvriers, des employés, des ingénieurs, des paysans, des artisans, des petits et moyens industriels et commerçants, ou s'effectuerait-elle au seul avantage des élites globalisées et du grand capital supranational ? Il suffit de poser la question pour mesurer l'énormité planétaire des enjeux sociaux et sociétaux explosifs que recèle ce chambardement linguistique totalement soustrait au débat citoyen à quelque échelon que ce soit, Etat, Union européenne ou O.M.C. !

Ensuite, les langues n'offrant pas seulement des moyens de communiquer la pensée, mais constituant le corps même de l'esprit humain prenant forme socialisée, le reformatage en cours du monde, de l'Europe et de la France au globish est une manière d'instituer une novlangue managériale unique pénétrée d'idéologie oligarchique et forçant notre pays, si j'ose dire, à « changer d'âme ». Non, il n'est pas neutre de dire affectueusement « my boss » et non « mon

singe » ou « mon taulier », comme disaient naguère les caustiques ouvriers de notre pays. Pas neutre de dire « le job », avec tout ce que cela comporte de résignation petits boulots jetables, et non plus l'emploi, le travail ou le métier, puisque notre langue comporte bien des nuances pour désigner précisément des données sociétales si différentes.

Enfin, imagine-t-on l'immense contre-révolution, non pas seulement politico-idéologique, mais *anthropologique*, que comporterait le basculement final de la France, de l'Europe et du monde à un idiome unique centré sur l'idéologie de la marchandise universelle ? En réalité, avisons-nous en à temps, « le » langage humain n'existe pas, car nous ne sommes pas des animaux dont les modes de communication instinctifs découlent quasi directement de leur ADN ; il existe au contraire **des** langues humaines, toutes attachées à une culture et à une histoire singulière, et, contrairement à ce que suggère le mythe de la Tour de Babel, le pluriel est producteur d'humanité, car c'est l'échange entre ces langues plurielles, c'est cette diversité partagée qui ont largement produit ce que Teilhard de Chardin appelait le « phénomène humain ». Laquelle ne doit pas avoir pour perspective lugubre l'uniformisation générale, avec pour arrière-plan la dictature sans âme du « business is business ! » et du « time is money », mais le partage égalitaire des différences. Dans ces conditions, comment se fait-il notamment que tant des idéologues en vue de l'écologie, qui disent se battre pour la biodiversité naturelle, refusent de voir que la pluralité des langues est à la culture ce que la diversité des espèces est à la nature : un gage de salubre équilibre dynamique.

C'est pourquoi CO.U.R.R.I.E.L, qui oppose clairement le nationalisme xénophobe au généreux patriotisme républicain, vous appelle à conjuguer vos résistances linguistiques à toutes les autres formes de résistance civique. Chaque fois que, refusant le tout-anglais en tant qu'individus ou en tant qu'organisations, voire en tant que syndicalistes menant la lutte sous tous ses aspects, défense des salaires, du produire en France, des services publics, de la protection sociale mise en place en 1945, nous imposerons le débat sur la langue, nous briserons du même coup ce consensus mortifère sur le linguicide du français, cette omertà sur le débat linguistique qui strangule en coulisse la langue de Louise Labé, d'Hugo et d'Aragon, qui est aussi celle de Césaire et de Fanon, de Kateb Yacine et de Félix Leclercq, et qui fut aussi celle de Sankara et de Toussaint Louverture.

Alors, n'écoutez pas nos élites surfaites qui feignent un anticolonialisme de façade et déclarent, par la voie jupitérienne de leur chef de file hexagonal vouloir « affranchir le français de la France » : c'est l'inverse qu'elles veulent faire en réalité pour aligner le *French site* sur les normes régressives de l'Empire transatlantique et néolibéral : leur projet est en effet d'*affranchir la France de sa langue* pour arracher son histoire, ou pire, pour muséifier notre idiome frondeur et le réduire au rôle de langue « domestique » faisant des Français et des autres peuples francophones autant de peuples domestiqués.

En ce 400^e anniversaire de Molière où les hommages hypocrites se multiplient pendant que l'on arrache la langue de ce génie du rire à la française, refusons de dire « yes », « of course » et « OK » aux Tartufes qui tuent notre langue en feignant de l'encenser. L'Internationale que nous voulons ne doit pas être le tombeau de la diversité, et la langue de l'Europe véritable, comme l'a dit le grand écrivain italien Umberto Eco, ne saurait être autre chose que la *traduction*.

Évincer et déclasser le français, c'est violer la Constitution, c'est – chose horrible à dire ! – bafouer et forcer Marianne. Mais Marianne ne consentira pas, pas plus que ne consentent nos frères du Québec, d'Afrique, de Wallonie et d'ailleurs. Alors, oui à la **langue française, langue de la République et ciment de la Francophonie internationale, et non, trois fois non, au tout-anglais aliénant !**